

06.10.2016

L'idéologie néolibérale ne peut pas fragiliser l'existence des agriculteurs

Interview avec Jan Slomp, éleveur laitier et président de l'Union Nationale des Fermiers (Canada)

M. Slomp, vous avez récemment adressé une [lettre](#) au commissaire européen à l'agriculture, M. Hogan, dans laquelle vous lui expliquiez les avantages du modèle canadien de régulation du marché du lait. Vous y affirmiez que l'Europe pourrait aussi résoudre sa crise laitière à l'aide d'un modèle similaire. Comment cela fonctionnerait-il ?

Permettez-moi de développer un peu. Au Canada, nous avons dans les années 1960 un problème similaire à celui de l'Europe, c'est-à-dire une surproduction de lait qui a obligé de nombreuses exploitations à mettre la clé sous la porte. Les agriculteurs ont discuté ensemble pendant un an et sont finalement arrivés à la conclusion que seule une limitation de la production permettrait de régler la crise. C'est de cette époque que date la gestion des volumes de lait, qui repose sur trois piliers et reste en vigueur aujourd'hui encore : premièrement, le volume produit est adapté à la demande sur le marché canadien. Deuxièmement, le prix que les producteurs agricoles reçoivent pour leur lait est calculé sur la base d'un indice qui tient compte des coûts de production dans chaque région. Enfin, l'État canadien protège ses exploitations laitières au moyen de droits de douane afin d'éviter que le marché canadien ne soit inondé de lait à bas prix acheté sur le marché mondial.

L'inconvénient de la gestion des volumes est que nous n'exportons presque rien. Ceci est naturellement inacceptable pour les partisans du libre-échange. Mais ce modèle permet à des exploitations agricoles familiales de générer un revenu confortable. Les consommateurs obtiennent des produits laitiers à des prix raisonnables. Et le mieux c'est que ce système n'a pas besoin d'être subventionné. L'ensemble du système est financé par les exploitations agricoles elles-mêmes. Il ne faudrait pas oublier que les millions d'euros qui sont injectés sous forme de mesure d'urgence dans le secteur laitier européen sont financés sur les deniers publics. Ceux-ci peuvent tout au plus stabiliser le marché à court terme. Cependant, si l'Europe veut préserver ses éleveurs laitiers et ses espaces ruraux dans le long terme, la meilleure option est une gestion des volumes de lait comme au Canada.

La plupart des consommateurs européens seraient probablement d'accord pour que les producteurs de lait reçoivent une part équitable du prix qu'ils payent au supermarché. Dans le même temps, les exigences éthiques envers la production alimentaire ne cessent de croître. Les citoyens européens accordent toujours plus d'importance aux conditions dans lesquelles les vaches sont élevées, à ce qu'elles puissent paître dans des pâturages et à ce qu'elles ne soient pas nourries avec du soja génétiquement modifié. Le modèle canadien permet-il aussi d'aider les agriculteurs à pratiquer un élevage respectueux des animaux et de l'environnement ?

Le système canadien donne aux exploitations laitières une bien meilleure sécurité pour planifier. Il est donc beaucoup plus facile d'investir dans de meilleures étables, dans l'élevage en pâturage etc., que dans un système où les agriculteurs ne cessent de craindre pour la survie de leur exploitation. Le système canadien de gestion des volumes apporte un revenu stable aux exploitations et il est possible de le lier, en contrepartie, à des exigences environnementales et de protection des animaux.

À l'heure actuelle, l'Europe semble plutôt prendre la direction opposée. M. Hogan, le commissaire européen à l'agriculture, s'est récemment rendu au Mexique, en Colombie, en Chine et au Japon afin d'explorer de nouveaux marchés pour les produits européens...

Gérer les volumes de lait ne signifie pas que l'on doit arrêter d'exporter entièrement. On ne peut toutefois pas, d'un côté, suivre une stratégie d'exportation agressive et, d'un autre côté, vouloir protéger ses propres exploitations agricoles. Les échanges doivent toujours bénéficier aux deux pays concernés. Si la demande nationale en produits laitiers est couverte et que d'autres pays veulent importer du lait européen, pourquoi pas. Il arrive toutefois fréquemment que la hausse de la production et des exportations devienne une fin en soi. Au Canada aussi, nous avons de nombreux défenseurs fervents du libre-échange. De nombreux responsables politiques ont également célébré la hausse des exportations d'aliments canadiens comme un grand succès. Ce qu'ils oublient, cependant, c'est que les importations ont augmenté d'autant dans le même temps. En fin de compte, nous abandonnons notre souveraineté sur nos propres affaires et nous ne pouvons plus décider de la façon dont nos aliments doivent être produits.

De nombreux accords de libre-échange devraient plutôt s'appeler « accords d'échanges forcés » car ils conduisent à inonder de produits les marchés d'autres pays. Prenons l'exemple de CETA, l'accord entre le Canada et l'Europe, qui est d'une actualité brûlante. Il prévoit de relever de 17 000 tonnes les quotas d'importation de fromage européen au Canada. Cela

correspond à la production de 400 élevages laitiers canadiens ! Ce ne serait pas si grave si cela garantissait au moins un revenu stable aux agriculteurs européens. Mais ce n'est pas le cas. Ces 17 000 tonnes de fromage sont un coup rude porté au modèle du marché du lait canadien. Le Canada n'aurait jamais dû accepter cette augmentation des quotas mais les producteurs de lait ne se sont pas suffisamment mobilisés et se sont satisfaits du versement d'indemnités. Celles-ci aideront peut-être les exploitations existantes mais pas les générations futures qui voudraient se lancer un jour dans l'agriculture.

Merci beaucoup pour cet entretien M. Slomp.

Un entretien d'Astrid Österreicher, bureau de Maria Heubuch, députée européenne (20/09/2016)

Informations supplémentaires :

- [Lettre de Jan Slomp à M. Hogan, commissaire européen à l'agriculture](#)
- Informations sur la régulation du marché du lait au Canada : [Strengthening Supply Management - Defending Canadian control of our market space and advancing food sovereignty](#)
- Conférence de presse avec Jan Slomp <https://www.youtube.com/watch?v=12eq4U4MEvc>

[<<< back](#)